



**FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION
TYPE D'OPÉRATION 8.3.1 DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL
LANGUEDOC ROUSSILLON 2014-2022
DÉFENSE DES FORÊTS CONTRE L'INCENDIE : INVESTISSEMENTS EN RÉPONSE À LA
SÉCHERESSE ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels. Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information d'accompagnement du présent formulaire. Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires.

OU FAIRE PARVENIR VOTRE DOSSIER ?	LA DDT(M) DU DÉPARTEMENT DE LOCALISATION DE VOTRE PROJET ATTENTION, POUR BÉNÉFICIER DU FINANCEMENT DES DÉPARTEMENTS, LEUR ADRESSER IMPÉRATIVEMENT UNE COPIE DU FORMULAIRE (AUDE, HÉRAULT, LOZÈRE, GARD ET PYRÉNÉES-ORIENTALES)
INTITULE DU PROJET	<input type="text"/>
NOM DU DEMANDEUR	<input type="text"/>

CADRE RÉSERVÉ A L'ADMINISTRATION

N° OSIRIS :

DATE DE RÉCEPTION :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE PHYSIQUE)

N° SIRET :

attribué par l'Insee lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

en cours d'immatriculation

CIVILITÉ : (le cas échéant) Madame Monsieur

NOM et PRENOM du demandeur :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Né(e) le :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :

Commune :

Téléphone : Fixe

mobile :

Mél :

Adresse site internet :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE MORALE)

N° SIRET :

attribué par L'Insee lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

en cours d'immatriculation

STATUT JURIDIQUE :

(préciser)

RAISON SOCIALE :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :

Commune :

Téléphone : Fixe

mobile

Date de création de l'entreprise :

Code APE :

Adresse site internet :

NOM et PRÉNOM du représentant légal :

NOM et PRÉNOM du responsable du projet si différent :

Téléphone : Fixe :

mobile :

Mél :

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide et joindre un RIB :

N° IBAN :

BIC :

CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

Demandeur public Demandeur privé

Le demandeur est propriétaire des terrains où se situe le projet

 Oui Non

En cas d'indivision, appellation courante de l'indivision :

Nombre de co-indivisaires :

COORDONNÉES DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Si l'étude du projet, la réalisation et le suivi des travaux sont confiés à un maître d'œuvre autorisé (expert forestier, gestionnaire forestier professionnel, ONF), indiquer ses coordonnées.

Organisme :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Téléphone : Fixe

mobile

Mail :

IDENTIFICATION DU PROJET

a/ Libellé et descriptif du projet

b/ Localisation du projet : Identique à la localisation du siège du demandeur

Sinon, merci de préciser l'adresse :

Code postal :

Commune :

c / Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : (jour, mois, année)

Date prévue de fin de projet : (jour, mois, année)

ATTENTION : Les projets déposés dans le cadre de cet appel à projets devront être intégralement réalisés (c'est-à-dire l'achèvement physique de l'opération et dernier acquittement) au plus tard le 30/09/2024, sauf cas exceptionnel dûment argumenté à traiter avec le service instructeur.

CRITÈRES DE SÉLECTION

Principes de sélection fixés dans le PDR	Critères de sélection	Rappel pondération	Éléments justificatifs	Si éléments justificatifs fournis cochez la case
Niveau de danger : composante végétation / climat	Niveau 1	0	Caractérisation de la zone de projet : – Plan de situation au 1 / 25 000 daté signé ET – Plan de masse cadastral daté signé avec indication du Nord, échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet	<input type="checkbox"/>
	Niveau 2	2		
	Niveau 3	4		
	Niveau 4	6		
	Niveau 5	8		
Niveau de danger : composante historique des incendies	Niveau 1	0		<input type="checkbox"/>
	Niveau 2	1,5		
	Niveau 3	3		
	Niveau 4	4,5		
Existence d'une déclinaison locale du PDPFCI	Non	0	Fournir la référence de la déclinaison locale si elle existe	<input type="checkbox"/>
	Oui	8		
Équipement prioritaire au plan départemental ou dans sa déclinaison locale	Non prioritaire	0	Citer le PDPFCI ou sa déclinaison locale décrivant le niveau de priorité de l'équipement ; citer la référence de l'équipement et de son niveau de priorité dans le texte concerné	<input type="checkbox"/>
	Équipement de priorité moindre dans un plan à 2 niveaux de priorité	5		
Enjeux environnementaux et de protection	Équipement prioritaire d'un plan à 1 seul niveau Ou de priorité élevée dans un plan à 2 niveaux de priorité	8		
	Pas d'enjeux	0	Fournir les références de classement de la zone de projet	<input type="checkbox"/>
Enjeux identifiés	2			
Critères de durabilité viabilité économique du projet et engagement d'entretien de l'espace aménagé par les investissements (pour les coupures)	Projet non durable économiquement	0	Fournir étude de durabilité du projet et engagement d'entretien pendant 5 ans le cas échéant.	<input type="checkbox"/>
	Projet viable, sans engagement d'entretien	3		
	Projet viable et avec engagement d'entretien	5		

Note minimum : 13 points

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Pour les porteurs de projet soumis à la réglementation relative à la commande publique, compléter l'annexe du formulaire, accompagnée des pièces jointes correspondantes. L'annexe est disponible sur le site internet « L'Europe s'engage en Occitanie ».

Pour les porteurs de projets non soumis à la réglementation des Marchés Publics :

Veillez faire figurer sur chaque devis une numérotation des investissements présentés dans l'appel à projet (numéro d'ordre 01 à 99).

Attention : Justification des coûts à préciser obligatoirement selon les modalités suivantes :

Fournir :

- Pour les dépenses inférieures à 1 000 € HT : la fourniture d'un devis n'est pas obligatoire
- Pour les dépenses d'un montant inférieur à 3 000 € HT : 1 devis
- Pour les dépenses d'un montant compris entre 3 000 € HT et 90 000 € HT : 2 devis détaillés (de 2 fournisseurs différents)
- Pour les dépenses d'un montant supérieur à 90 000 € HT : 3 devis détaillés (de 3 fournisseurs différents)

Les devis doivent mentionner le taux de TVA et les montants HT et TTC. Les devis doivent être précis et faire référence à un intitulé de matériel éligible.

Pour les projets déposés dans les départements où un référentiel de prix est disponible, la fourniture d'un seul devis peut-être suffisante pour les prestations figurant à ce référentiel.

a) Localisation cadastrale des ouvrages : prévoir une ligne par tronçon ou nature d'ouvrage

Désignation des ouvrages tel qu'identifiés sur le plan cadastral (faire figurer ici le n° de l'ouvrage indiqué sur votre plan cadastral)	Quantité projetée par type d'ouvrage (ml ou m²)	Nom de la (des) commune (s) de situation du projet	Liste des parcelles concernées (section, numéro, subdivision) <i>Pour les pistes DFCI possédant une servitude, ne pas remplir cette colonne mais fournir l'arrêté de servitude</i>

b) Description des opérations

Nature		Création	Amélioration ou Normalisation	Prix unitaire HT (€) et unité	Montant prévisionnel HT	N° devis retenu	N° devis non retenu
Pistes		<input type="text"/> km	<input type="text"/> km	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Bandes de sécurité visant à sécuriser les infrastructures (débroussaillage, élagage DFCI, mises à distance des arbres maintenus ...)		<input type="text"/> km	<input type="text"/> km	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Points d'eau	Citerne – Bassin	<input type="text"/> nb	<input type="text"/> nb	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Poteau – Bouche	<input type="text"/> nb	<input type="text"/> nb	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Point naturel	<input type="text"/> nb	<input type="text"/> nb	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Autres :	<input type="text"/> nb	<input type="text"/> nb	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Système de surveillance fixe	Tour de guet – Vigie	<input type="text"/> nb	<input type="text"/> nb	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Autres : <input type="text"/>	<input type="text"/> nb	<input type="text"/> nb	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Coupure de combustible		<input type="text"/> ha	<input type="text"/> ha	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Opérations de sylviculture (pour la suberaie)	Élagage	<input type="text"/> ha	<input type="text"/> ha	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Éclaircie	<input type="text"/> ha	<input type="text"/> ha	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Démasclage	<input type="text"/> ha	<input type="text"/> ha	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Levée de brûlés	<input type="text"/> ha	<input type="text"/> ha	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Débroussaillage	<input type="text"/> ha	<input type="text"/> ha	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Opérations sylvicoles (hors suberaie)	Élagage, élimination de la végétation concurrente et broyage des rémanents	<input type="text"/> ha	<input type="text"/> ha	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Autres : <input type="text"/>	<input type="text"/> ha	<input type="text"/> ha	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
montant prévisionnel total des opérations					<input type="text"/>		

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

A Financement d'origine publique

Financeurs publics sollicités	Montants en €	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	obtenu
État (préciser sources) _____ _____	_____	<input type="checkbox"/>		
Région	_____	<input type="checkbox"/>		
Département _____ _____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres (Commune(s), PNR, EPCI, etc) _____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

PNR : parc naturel régional, EPCI : établissements publics de coopération intercommunale

Autofinancement : maître d'ouvrage public

Emprunt (a)	_____
Auto – financement (b)	_____
Sous-total apport du maître d'ouvrage public (a + b)	_____

Financements européens (FEADER) sollicités (63 % de la dépense publique)

Sous-total financeurs publics	_____
--------------------------------------	-------

B Financement d'origine privée

Autofinancement : maître d'ouvrage privé

Emprunt (a)	_____
Auto – financement (b)	_____
Sous-total apport du maître d'ouvrage privé (a + b)	_____

Autres financeurs privés

Participation du secteur privé (à préciser)	_____
Sous-total financeurs privés	_____

TOTAL = A + B

TOTAL général = coût du projet	_____
---------------------------------------	-------

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Veillez cocher les cases

Je déclare et j'atteste sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande pour financer mon projet
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une sélection par appel à projet et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou aux critères définis régionalement et/ou au motif que mon projet n'atteint pas le seuil de sélection ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure
- avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire,
- être informé et avoir pris connaissance des textes réglementaires liés à la demande et consultables à la DDT(M),
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans la notice d'information,
- respecter les conditions d'éligibilité décrites dans le cahier des charges de l'appel à projet
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- ne pas avoir commencé l'exécution des investissements prévisionnels présentés dans le présent formulaire (signature de bon de commande, approbation de devis, notification du marché) avant la date de dépôt de la demande d'aide

Je m'engage :

- à réaliser l'action pour laquelle l'aide est sollicitée,
- à fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération
- à respecter les obligations en matière de droit de la commande publique pour les structures publiques ou les organismes reconnus de droit public au sens de l'ordonnance n°2015-899
- à informer la DDT(M) de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, du contenu de mon projet pendant toute la durée de réalisation de l'opération,
- à obtenir avant la réalisation du projet l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire, ICPE...)
- à transmettre à la DDT(M) la déclaration de début des travaux à la première demande de paiement,
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur, et la décision attributive d'aide,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »
- à me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les 5 années suivant le dernier paiement relatif au projet,
- à respecter les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations conformément à l'article 71 du règlement UE n° 1303/2013. Ces obligations réglementaires seront précisées dans la décision juridique d'attribution de l'aide
- à conserver pendant une période de 10 ans à compter du paiement final de l'aide tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles
- à informer le public du soutien de l'Union européenne, conformément à la réglementation applicable
- le cas échéant, à mentionner sur mon site web le soutien financier apporté par l'Union européenne
- à fournir au guichet unique service instructeur, au moment de la demande de solde, un Dossier des Ouvrages Exécutés numérique (DOE), issu d'un lever GPS réalisé par le maître d'œuvre, pour les projets faisant appel à un maître d'œuvre
- Pour les opérations de sylviculture préventive, à entretenir les peuplements pendant 5 ans afin de permettre leur pénétrabilité en vue de leur gestion ultérieure.

Je suis informé(e) :

—qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

- que l'aide en faveur de la défense des forêts contre l'incendie est attribuée dans le cadre du Régime exempté de notification n° SA.49721 relatif aux aides à la prévention des dommages causés aux forêts par des incendies, des calamités naturelles, des phénomènes climatiques défavorables pouvant être assimilées à une calamité naturelle, d'autres phénomènes climatiques défavorables et des événements catastrophiques pour la période 2015-2022.

- que, conformément au règlement communautaire n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires

recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétent en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

- que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide et à l'évaluation du programme. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère en charge de l'agriculture et la Région Occitanie. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la DDT(M).

ENGAGEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SI LE DEMANDEUR N'EST PAS LE PROPRIÉTAIRE

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- avoir des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
 - de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
 - de pouvoir apposer une plaque comportant les éléments de publicité requis par la réglementation communautaire,
 - qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'autres aides publiques.

Je m'engage

- à joindre une copie des autorisations du/des propriétaire(s) concerné(s) pour réaliser ces travaux sur leur(s) terrain(s)
- à joindre une copie des engagements écrits listés ci-dessus.

ENGAGEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SI LE DEMANDEUR EST LE PROPRIÉTAIRE

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite, pendant les 5 années suivant le dernier paiement relatif au projet

Fait à

le

Nom / prénom / qualité du représentant légal de la structure
structure)

Signature(s) du demandeur (avec le cachet de la

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

PIÈCES À FOURNIR

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier ¹	Déjà en possession du SI ²	Sans objet ³	Cadre réservé à l'administration NE RIEN INSCRIRE
PIÈCES COMMUNES				
Exemplaire original du présent formulaire de candidature complété, signé et daté	<input type="checkbox"/>			
Relevé d'identité bancaire ou postal (BIC/ IBAN)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales et comptables (voir annexe dédiée)	<input type="checkbox"/>			
Attestation de régularité fiscale fournie par la DDFIP	<input type="checkbox"/>			
Pièces concernant le demandeur				
Extrait de matrice cadastrale récent et à jour ou acte notarié Ou arrêté de servitude pour les projets bénéficiant d'une servitude DFCI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
N° SIRET Si vous n'avez pas de n° SIRET au moment du dépôt du dossier, fournir le récépissé du Centre de Formalité des Entreprises	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Preuve d'identité : * particuliers : Carte nationale d'identité (ou passeport) en cours de validité, ou toutes pièces probantes de cette identité recevable par l'administration * associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, fondations : acte constitutif, soit copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture * sociétés civiles et sociétés commerciales, coopératives (OGEC), groupements (GF, GFA, GFR) : extrait K Bis <u>Personne morale (hors collectivités, leurs groupements et les établissements publics) :</u> <u>statuts ou PV assemblée générale ou pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) en cours de validité du représentant légal de la structure</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Preuve de propriété / approbation du projet par l'instance décisionnelle de la structure bénéficiaire : * agriculteur non propriétaire : convention ou bail laissant la jouissance des terrains pendant au moins 5 ans, * tuteur légal ou curateur : pouvoir de tutelle ou curatelle ; attestation d'autorisation à agir sur les parcelles concernées dans l'intérêt général, * Usufruitier ou nu-propriétaire (selon la qualité du demandeur) : accord sous-seing privé * mandataire : mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété * OGEC : mandat des propriétaires * associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, fondations : décision du Président ou compte-rendu d'Assemblée Générale * Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR) et sociétés commerciales dont coopératives (OGEC) : Décision du gérant ou compte-rendu d'Assemblée Générale et pouvoir du cogérant en cas de co-gérance * toutes personnes publiques (collectivités territoriales et leurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

1 Mettre une croix pour chaque pièce jointe au dossier

2 SI : service instructeur

3 Mettre une croix dans la case, si vous n'êtes pas concerné par la pièce demandée

groupements, ASA, ASL, EP d'enseignement ou hospitaliers, GIP, SAFER) : délibération de l'organe compétent approuvant le projet				
<u>Légitimité du signataire de la demande d'aide à signer, déposer cette demande et intervenir sur les parcelles :</u> - si personne morale : statuts, délibération autorisant le signataire à signer et à présenter cette demandeur - si personne physique : matrice cadastrale (fournie plus haut)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Extrait des statuts	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Pièces concernant la sécurisation juridique de l'ouvrage				
<u>Pour les nouveaux ouvrages hors domanial :</u> - arrêté de servitude et/ou - engagement à entamer la procédure de sécurisation parallèlement au dépôt du dossier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<u>Pour les ouvrages déjà existants :</u> - autorisation du propriétaire et/ou - engagement à entamer la procédure de sécurisation parallèlement au dépôt du dossier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces concernant la situation de l'ouvrage et évaluation de l'impact				
Plan de situation au 1/25 000 daté signé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Plan de masse cadastral daté signé avec indication du Nord, échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
Fiche d'information et d'évaluation d'impact, dont descriptif des objectifs de travaux et catégorie des pistes prévues	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
<u>Pour les créations de piste seulement :</u> Etude de faisabilité (descriptif détaillé de coûts des travaux, frais généraux, étude de faisabilité par poste de dépenses)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<u>Pour les travaux en zone Natura 2000 :</u> Etude d'évaluation préalable des incidences, selon liste départementale des travaux concernés (création, mise au gabarit, autres..) - se rapprocher de la DDT(M) pour disposer de cette liste départementale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces concernant l'évaluation du coût de l'ouvrage				
<u>Porteur de projet soumis à l'ordonnance n°2015/899 :</u> Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles et du respect des règles de la commande publique : remplir l'annexe « marché public » et joindre les pièces correspondantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<u>Pour les porteurs de projets non soumis à l'ordonnance n° 2015/899 :</u> Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles : - Dépenses < 3 000 € HT : fournir un devis détaillé - Dépenses comprises entre 3 000 € et 90 000 € HT : fournir 2 devis détaillés de fournisseurs différents - Dépenses > 90 000 € HT : fournir 3 devis détaillés de fournisseurs différents ⇒ préciser si utilisation d'un référentiel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
PIÈCES SPECIFIQUES				
Pour les opérations de sylviculture préventive :				
Engagement signé d'entretien par le propriétaire pendant 5 ans à compter de la décision d'aide (pour les dossiers ou le porteur de projet n'est pas propriétaire)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces à fournir par les personnes morales de droit privé (hors associations loi 1901) AFF, ASA, ASL,				

Fondations, Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC) :				
Derniers bilans et compte de résultat approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Extrait K bis ou inscription au registre ou répertoire concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces à fournir par par les associations loi 1901				
Copie de la publication au JO, récépissé de déclaration en préfecture ou numéro d'identification RNA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Rapports moral et financier (n-1) et dernier compte de résultat le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Composition du conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Statuts de l'association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Budget prévisionnel en cours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

ANNEXES

- Annexe I : liste des enjeux environnementaux et de protection
- Annexe II : contenu attendu dans la fiche d'information et d'évaluation d'impact à joindre obligatoirement au formulaire de demande de financement
- Annexe III : annexe au formulaire de demande d'aide réservée aux demandeurs soumis aux règles de la commande publique (voir document séparé).
- Annexe IV : attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables (voir document séparé)

Mesure 8.3.1 - Défense des forêts contre l'incendie : investissements en réponse à la sécheresse et au changement climatique

1.1.1 Existence d'enjeux environnementaux et de protection

PN : Parc national (zone cœur)

Espaces naturels protégés (ENP)

- Origine
 - Code de l'environnement
- Modalités de désignation
 - Décret en Conseil d'État

1.1.2 RNN et RNR : Réserves Naturelles Nationales et Réserves Naturelles Régionales

Protection des milieux naturels et d'espèces menacées

- Origine
 - Code de l'environnement
- Modalités de désignation
 - Décret ministériel ou Décret en Conseil d'État en cas de désaccord du propriétaire pour les RNN
 - Décision du Conseil Régional ou Décret en Conseil d'État en cas de désaccord du propriétaire pour les RNR

Réserves biologiques

2 types de protection :

- les **réserves biologiques intégrales** ou **RBI** : les exploitations forestières et les travaux y sont exclues ;
- les **réserves biologiques dirigées** ou **RBD** : les interventions sylvicoles ou travaux spécifiques sont orientées uniquement dans un but de conservation des habitats et des espèces ayant motivé la création de la réserve.

- Origine
 - Code forestier
- Modalités de désignation

Arrêté ministériel ou des projets ayant reçu l'avis favorable du CNPN (Conseil national pour la protection de la nature)

1.1.3 APPB : Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope

Préservation des espèces protégées

- Origine
 - Code de l'environnement (pour les espèces protégées)
- Modalités de désignation
 - Arrêté préfectoral

1.1.4 Sites Classés

Préservation des sites naturels

- Origine
 - Code de l'environnement
- Modalités de désignation
 - Arrêté ministériel ou Décret en Conseil d'État en cas de refus du propriétaire, publié au JO

1.1.5 Forêts de protection

Gestion des forêts jouant un rôle de protection (stabilisation des dunes, zones périurbaine)

- Origine
 - Code forestier
- Modalités de désignation
 - Décret en Conseil d'État.

Mesure 8.3.1 - Défense des forêts contre l'incendie : investissements en réponse à la sécheresse et au changement climatique
Contenu attendu dans la fiche d'information et d'évaluation d'impact à joindre obligatoirement au formulaire de demande de financement

Cette fiche est à joindre obligatoirement au formulaire de demande de financement (cf page 12 du formulaire demande de subvention, pièces à fournir).

Les éléments demandés doivent permettre aux services instructeurs de juger de la pertinence du dossier du point de vue :

- *risque incendie,*
- *économique,*
- *environnemental (impact nul ou négligeable). Elles ne constituent pas une liste exhaustive, et peuvent être complétées autant que de besoin dans le cadre de la description de l'investissement projeté.*

1. Présentation du projet :
Contexte général

Vérifier que le projet n'est pas dans une zone soumise à des risques incendies moindres, dont la liste est arrêtée par le préfet de département en application de l'art. L. 133-1 du code forestier (projet inéligible dans ce cas).

Bref historique (notamment investissements réalisés dans le passé sur cette zone, et subventions « DFCI » obtenues les 5 dernières années si on en a connaissance).

Présentation détaillée du projet

- Descriptif du massif forestier dans lequel se situent les ouvrages ou investissement
 - Nature et caractéristiques du projet (investissements matériels)
 - Nature et caractéristiques des investissements immatériels prévus le cas échéant
 - Intégration du projet et niveau de priorité des équipements projetés dans le plan départemental de protection des forêts contre l'incendie (PDPFCI) ou sa déclinaison locale si elle existe.
 - Indiquer si le massif à protéger se situe dans une zone prioritaire identifiée au plan (se rapprocher de la DDTM) du programme pluriannuel de développement forestier (PPRDF). Visualisation de ces massifs sur : <http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Plan-Pluriannuel-Regional-de>
 - Montrer que les caractéristiques des pistes entrent dans les catégories : 1, 2 ou 3 définies dans la notice annexée au formulaire de demande d'aide) (Les autres catégories de piste ne sont pas éligibles)
 - Fourniture des engagements le cas échéant :
- ❖ d'entretien par le propriétaire (ex : opérations de sylviculture préventive),
 - ❖ à entamer la procédure de sécurisation juridique des emprises des nouveaux ouvrages.

2. Prise en compte des enjeux économiques et environnementaux :

Indiquer si d'autres enjeux existent :

- Enjeux économiques (production, activités de plein air, tourisme)
- Enjeux écologiques et paysagers du projet (faune, flore, cours d'eau, zones humides, zonages réglementaires, site Natura 2000*, etc.) et si oui comment ils sont pris en compte : choix du tracé, choix de la période des travaux, choix quant à l'organisation du chantier, etc....

* Une évaluation préalable des incidences est nécessaire pour la réalisation de certains travaux sur l'ensemble des sites Natura 2000, se référer à la liste départementale des travaux concernés. (voir DDTM).

3. Acceptabilité du projet : Montrer comment est tenu compte du contexte social (choix de la période des travaux, remise en état des sentiers, choix du tracé, etc...)